

Avant-propos .....	7
Sommaire.....	11
Liste des abréviations .....	15
Introduction.....	23
§ 1. Délimitation du sujet et précisions terminologiques .....	27
A. En quête d'une définition du terme « droit international » au sens de l'étude.....	32
B. La « Constitution » comme corps des normes constitutionnelles de contrôle.....	36
C. La notion de « loi », une conception formelle .....	42
§ 2. Identification de la problématique.....	45
§ 3. Intérêt de l'étude .....	49
§ 4. Méthodologie et méthodes.....	56
§ 5. Plan de l'étude .....	59

## PREMIÈRE PARTIE.

### Les normes de référence, éléments d'un « droit supérieur »

#### TITRE 1

#### *L'essence supérieure des normes de référence*

Chapitre 1. En quête d'un fondement juridico-théorique de la supériorité des normes de référence .....	73
Section 1. Les mots, sources d'une confusion conceptuelle .....	76
§ 1. Le brouillage engendré par l'emploi peu clair des mots au Luxembourg.....	77
§ 2. À la recherche du sens des mots « supériorité », « suprématie » et « primauté ».....	80
Section 2. La nécessité de fonder méthodologiquement le phénomène de l'essence supérieure de certaines normes .....	83
Section 3. L'impasse des théories « classiques » de la hiérarchie des normes.....	86
Section 4. Pour une théorie des hiérarchies multiples des normes.....	93
Chapitre 2. La règle de primauté « radicale » du droit international reconnue par le juge.....	97
α. La distinction nécessaire entre la perspective externe et la perspective interne.....	100
β. La distinction nécessaire des sources juridiques pertinentes.....	103

γ. L'incidence des relations internationales du Luxembourg avec la communauté internationale .....	105
Section 1. La Constitution, source de la règle de primauté du droit international.....	108
§ 1. Le silence constitutionnel.....	109
§ 2. Une règle de hiérarchie inhérente à la Constitution.....	112
A. <i>L'impasse des réflexions sur l'article 95ter de la Constitution</i> .....	112
B. <i>L'opposition manquée de l'article 113 de la Constitution</i> .....	113
C. <i>La consécration implicite par les articles 37 et 49bis de la Constitution</i> .....	115
Section 2. La reconnaissance jurisprudentielle de la règle de primauté du droit international.....	118
§ 1. La primauté des normes internationales sur la loi .....	119
A. <i>La reconnaissance entre 1872 et 1917</i> .....	119
B. <i>La contextualisation des arrêts de 1919, 1934 et 1947</i> .....	122
C. <i>La jurisprudence constante depuis 1950</i> .....	125
§ 2. La primauté du droit international sur la Constitution.....	127
<b>Chapitre 3. La Constitution, loi supérieure par la garantie de son respect .</b>	131
Section 1. Loi supérieure en raison de ses fonctions .....	135
Section 2. Les hésitations à l'égard de l'introduction d'un contrôle de constitutionnalité .....	139
§ 1. Le poids de la tradition légicentriste.....	140
§ 2. Analyse critique des arguments avancés contre le contrôle juridictionnel de constitutionnalité .....	144
A. <i>L'inopposabilité du principe de la séparation des pouvoirs</i> .....	145
B. <i>L'inefficacité de l'article 237 du Code pénal et l'inapplicabilité de l'article 5 du Code civil</i> .....	147
C. <i>L'interprétation incohérente de l'article 95, première phrase, de la Constitution</i> .....	149
D. <i>L'argument peu convaincant d'une meilleure protection à travers le droit international et européen</i> .....	150
Section 3. La revalorisation de la Constitution à travers le contrôle des lois	152

## TITRE 2

### Les relations entre les normes de référence au sein du « droit supérieur »

<b>Chapitre 1. Les exigences constitutionnelles à l'égard de l'application des traités internationaux.....</b>	161
Section 1. L'entrée en vigueur du droit international dans l'ordre interne.....	164

§ 1. La distinction nécessaire entre la « validité en droit international » et la « validité en droit interne » .....	164
§ 2. La terminologie appropriée dans un État de tradition moniste .....	166
§ 3. Les exigences constitutionnelles à l'égard de l'entrée en vigueur ...	167
Section 2. Les effets des normes internationales entrées en vigueur dans le droit interne.....	169
§ 1. Les formes de l'application des normes internationales .....	170
§ 2. Les effets juridiques de l'application .....	171
A. <i>L'existence d'une norme internationale noncontraignante</i> .....	171
B. <i>L'applicabilité directe</i> .....	172
C. <i>L'invocabilité (effet direct)</i> .....	174
<b>Chapitre 2. Le droit international comme obstacle au déclenchement     du contrôle de constitutionnalité .....</b>	<b>179</b>
Section 1. La « nécessité » du contrôle de constitutionnalité, inscrite dans l'article 6 de la loi de 1997.....	181
§ 1. La définition du concept de « nécessité » par le juge ordinaire .....	182
§ 2. La nécessité d'une saisine de la Cour constitutionnelle, malgré l'application du droit international .....	188
Section 2. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable et la saisine de la Cour constitutionnelle .....	192
§ 1. L'introduction <i>contra legem</i> contestable d'une dispense de l'obligation de saisir la Cour constitutionnelle.....	193
§ 2. L'insuffisance du constat d'un « simple » risque de violation de la CEDH pour refuser la saisine de la Cour constitutionnelle.....	195
§ 3. L'inexistence du risque présumé en l'espèce .....	196
§ 4. Une violation de la CEDH ignorée.....	198
<b>Chapitre 3. La Constitution luxembourgeoise et les « droits naturels » .....</b>	<b>203</b>
Section 1. La querelle « éternelle » entre jusnaturalisme et positivisme juridique.....	207
§ 1. L'opposition classique du jusnaturalisme au positivisme : les enjeux théoriques .....	208
§ 2. Une conception du droit peu claire en doctrine luxembourgeoise ..	210
§ 3. L'insaisissabilité d'un concept subjectif et le risque d'arbitraire .....	212
Section 2. Les « droits naturels » de l'article 11 de la Constitution : un concept du positivisme juridique .....	214
§ 1. La jurisprudence ambiguë de la Cour constitutionnelle et du juge ordinaire .....	214
§ 2. Les « droits naturels », utilisés par la doctrine comme synonyme de « droits de l'homme » .....	219
<b>Conclusion de la première partie .....</b>	<b>223</b>

DEUXIÈME PARTIE.

Le haut degré de convergence entre les deux contrôles

TITRE 1

La nature similaire des deux contrôles

<b>Chapitre 1. Le contrôle diffus de conventionnalité et le caractère hybride du contrôle de constitutionnalité</b> .....	237
Section 1. La saisine d'un juge constitutionnel spécial exerçant un contrôle concentré .....	239
Section 2. Une solution pragmatique et efficiente .....	241
Section 3. Le déroulement de la procédure devant la Cour constitutionnelle.....	243
<b>Chapitre 2. Le caractère indéfini du contrôle de constitutionnalité : Contrôle abstrait et/ou contrôle concret</b> .....	247
Section 1. La contextualisation théorique des concepts de « contrôle concret » et de « contrôle abstrait » .....	255
Section 2. Le caractère concret du contrôle de constitutionnalité, indiqué par les textes juridiques .....	261
§ 1. Le cadre constitutionnel posé par l'article 95ter de la Constitution .	261
§ 2. La loi complémentaire de 1997 .....	262
A. <i>Le cadre du déclenchement selon les articles 6 et 7 de la loi de 1997</i> .....	263
B. <i>L'absence d'incidence de l'exigence de précision, posée par l'article 8 de la loi de 1997, sur une classification</i> .....	263
C. <i>L'incidence des effets juridiques de l'arrêt préjudiciel inter partes</i> .....	264
Section 3. Un positionnement ambigu de la Cour constitutionnelle .....	265
§ 1. L'approche parfois strictement abstraite .....	266
§ 2. L'approche généralement concrète .....	270
<b>Chapitre 3. Les effets similaires des deux contrôles</b> .....	275
Section 1. Les effets « directs » <i>inter partes</i> .....	278
Section 2. Les effets « indirects » .....	283
§ 1. Le déclenchement de la responsabilité de l'État du fait du législateur .....	283
§ 2. Le défaut d'effets sur les autorités administratives, exception faite des décisions déclarant une contrariété au droit européen.....	286
§ 3. La réception des actes juridictionnels par le législateur .....	287

## TITRE 2

**L'articulation et l'étendue des deux contrôles :  
Les convergences l'emportent**

<b>Chapitre 1. La répartition des compétences stricte, mais perméable.....</b>	295
Section 1. Le spectre d'une jurisprudence divergente et ses vrais risques....	297
§ 1. Le dialogue (difficile) entre la Cour constitutionnelle et les autres juridictions luxembourgeoises .....	298
§ 2. L'intensification des divergences en raison d'un cadre normatif différent .....	300
Section 2. Analyse critique des deux cadres référentiels strictement séparés .....	302
§ 1. Le refus du juge ordinaire de contrôler la constitutionnalité des lois.....	303
§ 2. Le refus du juge constitutionnel de contrôler la conventionnalité des lois .....	304
Section 3. L'accès du juge aux « autres » normes de référence.....	307
§ 1. Le juge ordinaire, gardien de la Constitution.....	310
A. <i>L'interprétation des normes constitutionnelles par le juge                 ordinaire</i> .....	310
B. <i>La marge de manœuvre ouverte par le terme « estimer »,                 contenu dans article 6 de la loi de 1997</i> .....	312
§ 2. Le juge constitutionnel face aux normes internationales.....	315
<b>Chapitre 2. Les conditions de recevabilité :     les difficultés engendrées par une procédure préjudicielle.....</b>	319
Section 1. La conception distincte du contrôle juridictionnel de la loi en fonction de la procédure à suivre .....	322
Section 2. L'exigence d'indiquer avec <i>précision</i> les normes de référence et les normes contrôlées, l'article 8 de la loi de 1997 .....	327
§ 1. À la recherche du sens et de la portée de l'article 8 de la loi de 1997.....	329
A. <i>Des travaux préparatoires peu révélateurs</i> .....	331
B. <i>Une interprétation autonome et indépendante du renvoi                 préjudiciel devant la CJUE</i> .....	333
C. <i>En quête d'un équilibre entre l'effectivité du renvoi préjudiciel                 et la répartition des attributions</i> .....	334
§ 2. L'application de la condition de précision par le juge constitutionnel .....	336
A. <i>Les questions préjudicielles défailtantes incorrigibles</i> .....	337
B. <i>La possibilité « d'ajuster » une question</i> .....	339
C. <i>Le refus du juge constitutionnel de procéder à un contrôle                 systématique</i> .....	344
<b>Conclusion de la deuxième partie.....</b>	353

Conclusion générale.....	357
Bibliographie.....	367
1. Manuels, traités et ouvrages .....	369
2. Monographies, thèses et études.....	374
3. Contributions, ouvrages collectifs et mélanges .....	377
4. Notes et observations sous arrêt.....	397
5. Rapports et avis .....	398
6. Articles journalistiques.....	400
7. Travaux préparatoires .....	401
Table de jurisprudence luxembourgeoise.....	405
Index.....	415
Table des matières .....	425